



FORCES VIVES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SOCIETE CIVILE DU NORD-KIVU
**COORDINATIONS URBAINE DE BUTEMBO ET
TERRITORIALE DE LUBERO**



Contact : +243 990 965 477, +243 998 393 996, +243 815 294 306, +243 997 671 767
societecivilebutembo@gmail.com; societecivilebeni@gmail.com,

**MESSAGE DE LA SOCIETE CIVILE DE LA VILLE DE BUTEMBO ET DU
TERRITOIRE DE LUBERO ADRESSE AUX AMBASSADEURS ET AU
REPRÉSENTANT DE L'USAID EN MISSION A BUTEMBO**

Leurs Excellences,

Les coordinations urbaines de la société civile Forces Vives de Butembo et territoriale de Lubero saluent votre arrivée dans cette Ville et cette contrée « victime de la maladie à virus Ebola et martyr de l'insécurité permanente depuis plus de deux décennies » comme le signe d'espoir d'une ère nouvelle pour la RDC en général et pour le Kivu en particulier.

En effet, depuis plus de deux décennies, la Province du Nord-Kivu et surtout la contrée de Beni, Butembo et Lubero traversent une situation d'insécurité chronique et de guerres successives. Cette situation a eu des conséquences dramatiques et fâcheuses : tueries massives, violations graves et systématiques des droits humains, dégradation de l'économie, destruction du tissu social, dépression psychologique, détérioration des écosystèmes, etc.

La situation est devenue dramatique depuis 2014 : les habitants de Butembo, de Beni et de Lubero sont soumis à un véritable génocide physique et humanitaire, à un étranglement économique et fiscal et, comme si cela ne suffisait pas, ils affrontent l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

1. De l'insécurité

Leurs Excellences,

C'est depuis le 2 octobre 2014 qu'un génocide est en train de se commettre : environ 2000 civils ont été sauvagement et gratuitement massacrés sous le regard inefficace, parfois complice des FARDC et de la MONUSCO comme l'attestent de nombreux rapports. De nombreux militaires ont été sacrifiés à cet autel du cynisme, privant ainsi la RDC de forces nécessaires à son développement. Depuis cinq ans, on accuse toujours des « présumés ADF » sans vraiment les identifier clairement. Et curieusement, aucune enquête internationale neutre n'a jamais été diligentée dans ce sens.

Des civils sont massacrés dans leurs maisons et villages, d'autres sont tués sur les routes ; jusque dans les grandes agglomérations et centres urbains, des zones entières échappent au contrôle de l'Etat. Maisons, habitations, parfois des villages entiers et véhicules sont brûlés et incendiés, sans la moindre compassion ou la moindre aide humanitaire de l'Etat.

Plus particulièrement, la ville de Butembo et plusieurs agglomérations du territoire de Lubero ont été meurtries par une succession de vagues d'insécurité diverse baptisées : « opération 19 heures » ; « opération kasuku », « opération kidnapping », « opération arme à la fenêtre », la présence des groupes armés, notamment les Mai-mai MAZEMBE dont UPDI (Union des Patriotes pour la Défense des Innocents), UPLC (Union des Patriotes pour la Libération du Congo), FPP/AP (Front Patriotique pour la Paix/Armée du Peuple), Léopards, Simba,... et les NDC/R (Nduma Defense of Congo/Rénové). D'autres groupes armés non encore structurés opèrent également dans la région.

Leur activisme provoque de manière récurrente le déplacement massif des populations des milieux de production agropastorale vers les centres de consommation, ce qui entraîne des conséquences fâcheuses sur la vie socioéconomique et mentale.

En revanche, l'encadrement de la population civile à l'Est de la RDC prend facilement des allures d'une guerre des services de l'Etat contre une population désarmée. Les services de sécurité, surtout la Police Nationale Congolaise et les services des renseignements, procèdent, parfois arbitrairement, en toute impunité et avec une arrogance des temps révolus et antérieurs à l'Etat de droit, à des arrestations et détentions qui ne tiennent nullement compte des délais et des formes prescrites par la loi. Des infractions fantaisistes sont collées aux citoyens qui usent de leur droit de manifestation ou de leur liberté d'expression. Ce qui est à la base d'une crise de confiance de la population à l'égard des acteurs étatiques, quand bien-même ceux-ci veulent intervenir pour le bien-être social, cas de la riposte contre la Maladie à Virus Ebola.

Par ailleurs, la population se trouve complètement abandonnée par le Gouvernement Congolais et la Communauté Internationale qui n'arrivent pas mobiliser leurs partenaires pour la pacification comme c'est le cas pour la mobilisation dans la lutte contre la Maladie à Virus Ebola.

2. Asphyxie des activités socio-économiques

Au-delà de la recrudescence de l'insécurité dans les milieux ruraux, de nombreux paysans agriculteurs ne peuvent plus, de gré ou de force, accéder à leurs champs. La conséquence immédiate est la rareté des produits vivriers et la hausse des prix sur le marché. Les déplacés des milieux ruraux deviennent alors des affamés dans les grandes agglomérations et dans les centres urbains : « dans les milieux ruraux, les victimes du glaive ; dans les villes, les souffrants de la faim ». Il est scandaleux que, dans un pays comme la RDC, manger, même une fois par jour soit encore un problème majeur.

Comme si cela ne suffisait pas, l'insécurité sur les routes et les tracasseries administratives, militaires, policières et judiciaires sont venues briser tout élan économique dans la région. Les opérateurs économiques, grands ou petits, ont perdu la vie et de nombreux biens sur les tronçons routiers Beni-Kasindi, Butembo-Goma, Beni-Eringeti, et même ceux qui sont restés à la maison, ont été visités par des porteurs d'armes.

Concernant la tracasserie fiscale, actuellement la douane de Kasindi est la plus chère de l'Est, et peut-être aussi du pays. Les mêmes marchandises ne sont pas imposées au même taux selon qu'elles entrent par Mahagi en Province de l'Ituri, par Bunagana (territoire de Rutshuru), par Goma ou par Kasindi (territoire de Beni) en Province du Nord-Kivu.

Certaines personnes pensent qu'on ne saurait croire à la gratuité ou au hasard dans un tel acharnement, et qu'il y aurait peut-être un plan d'extermination des populations du Grand Nord-Kivu, en particulier les Nande que l'on accuse faussement des tous les maux :

- ✓ On les accuse de tribalistes et pourtant il y a plus d'une vingtaine de communautés qui vivent paisiblement dans la contrée et y occupent des postes de responsabilité ou y exercent leurs activités, et aucune n'en a jamais été chassée, alors que les Nande sont souvent inquiétés, voire chassés d'autres provinces, (plusieurs fois ils ont été chassés de la Province de l'Ituri) ;
- ✓ On les accuse d'être mai-mai, alors qu'il y a des groupes armés dans tout l'Est et le Centre de la RDC, et qu'ils subissent les affres de ce fléau ;
- ✓ On les accuse d'être opposants alors que tous les partis politiques, de la majorité et de l'opposition, y sont opérationnels et y ont présenté des candidats lors des dernières opérations électorales;
- ✓ On les exclut de l'élection présidentielle pour de faux et fallacieux motifs, alors qu'ils sont des citoyens congolais comme d'autres.

3. De l'épidémie à virus Ebola

C'est depuis bientôt une année (depuis le mois de mai de 2018) que cette maladie persiste et les perspectives ne se montrent pas encore encourageantes. C'est en effet depuis le mois d'août 2018 – alors que les premières victimes ont succombé au mois de mai – que cette maladie a été officiellement déclarée à Mangina, dans la zone de santé de Mabalako, avant de se répandre rapidement et dangereusement à Beni, à Butembo et à Lubero.

Déjà à Mangina, puis à Beni, les équipes de la riposte se sont heurtées à une résistance de la part des populations locales. A Butembo, cette résistance semble se cristalliser et les attaques armées contre les CTE (Centres de traitement d'Ebola) et les agressions envers certaines personnes impliquées dans la riposte se multiplient.

Une première fut enregistrée contre le CTE de Katwa le 25 février 2019, une deuxième contre le CTE de Butembo le mercredi 27 février 2019, une troisième contre ce même CTE le samedi 9 mars 2019 tôt le matin et une quatrième contre le Centre de transit de Njiapanda/Manguredjipa. Et très récemment l'assassinat déplorable de l'Expert Dr Richard MOUZOKO, médecin épidémiologiste camerounais qui travaillait au compte de l'OMS.

Outre l'augmentation du nombre des cas de décès et des cas d'infections, la maladie à Virus Ebola devient une nouvelle cause d'insécurité et de conflits en ville de Butembo et en Territoire de Lubero.

La résistance des populations semble s'expliquer par diverses raisons supposées :

- ✓ Un parallélisme vite établi entre les massacres de Beni et l'épidémie d'Ebola. Ebola apparaît alors comme une guerre bactériologique, un virus semé pour exterminer des populations déjà vulnérables en continuation des massacres déjà débutés ;
- ✓ La difficile communication entre les agents de la riposte et les patients ;
- ✓ Le recrutement sans profil des agents de la riposte, notamment parmi les sensibilisateurs et les psychologues, ce qui donne l'impression de clientélisme et de népotisme ;

- ✓ L'Administration sélective du vaccin, et pas toujours aux personnes qui paraissent les plus indiquées ;
- ✓ L'esprit mercantiliste qui transforme la riposte en un fonds de commerce : le souci de mettre fin à l'épidémie passe désormais pour secondaire face au souci du lucre ;
- ✓ La récupération politicienne de la maladie par des politiciens véreux (malhonnêtes) qui minimisent la gravité et les conséquences de la maladie au sein de la population ;
- ✓ L'évocation de l'épidémie à virus Ebola comme cause d'exclusion des populations de cette contrée de l'élection présidentielle du 31 décembre 2018 ;
- ✓ Le changement trop fréquent des responsables humanitaires (OMS, UNICEF, MSF, RESCUE, ...), ce qui prive l'organisation des services et les stratégies de riposte d'une certaine continuité d'actions;
- ✓ La mésentente entre les équipes de la riposte et les responsables des zones de santé ;
- ✓ La non inclusion et la non responsabilisation des acteurs locaux de santé dans les activités de la riposte ;
- ✓ La lenteur dans la communication des résultats des analyses de laboratoire pour la confirmation ou non des cas.

Vous comprenez alors, Excellences, le grandiose espoir de changement non seulement de méthodes, mais surtout de système.

C'est pourquoi, nous sollicitons avec insistance votre plaidoyer auprès du Gouvernement Congolais :

1. En matière de sécurité

- ✓ Revisiter les opérations Sokola I,
- ✓ Mobiliser tous les moyens pour un rétablissement rapide de la paix et la sécurité et une restauration de l'autorité de l'Etat à en villes de Beni et de Butembo et en Territoires de Lubero et de Beni.
- ✓ Relève des militaires issus des anciens groupes rebelles pour un déploiement dans d'autres Provinces étant donné que les troupes issues d'anciens mouvements rebelles pourraient continuer à collaborer avec leurs anciens partenaires.
- ✓ Eradiquer l'infiltration et accélérer le processus de la réforme des services de sécurité ;
- ✓ Intensifier les actions de restauration de la sécurité avec la même détermination que la lutte contre Ebola ;
- ✓ Accélérer les enquêtes indépendantes sur les massacres des civils au Nord-Kivu.

2. En matière socio-économique

- ✓ Déclarer les territoires de Beni et de Lubero et les Villes de Beni et Butembo, au besoin toute la Province du Nord Kivu comme « Zone sinistrée » ;
- ✓ Protéger les agriculteurs du café, du quinquina et de cacao en exigeant les certificats d'origine pour les produits d'exportation et instaurer un équilibre de prix entre le marché intérieur et international ;
- ✓ Renforcer la justice fiscale.

3. En matière de lutte contre Ebola

- ✓ Consolider l'expertise locale, construire et équiper les centres permanents de traitement d'Ebola et autres maladies virales ;
- ✓ Améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement des patients au CTE en fonction de la déontologie médicale et de la culture locale,
- ✓ Mettre en contribution les plates formes sociales et politiques pour décourager les manœuvres politiciennes dans la riposte ;
- ✓ Renforcer les interventions sanitaires des autres partenaires non opérationnels dans la riposte, à l'occurrence le MSF.

Fait à Butembo, le 06 mai 2019

Pour les Coordinations de la Société civile

Professeur Abbé MUHINDO MALONGA Téléspore
Président de la Société civile de Butembo

Georges MUHINDO KATSONGO
Président de la Société civile de Lubero